



# SYNDICAT DES PERSONNELS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE - CGT

126, rue de l'Université - BP24  
75355 PARIS 07 SP

Assemblée nationale, le 29 avril 2024

## Pour les salaires, l'emploi et les services publics, retrouvons-nous nombreux le mercredi 1<sup>er</sup> mai !

L'inflation élevée des deux dernières années a fortement érodé le **pouvoir d'achat des agents publics**. C'est d'autant plus vrai en Île-de-France, où le coût du logement a explosé. Le sous-effectif, aggravé par les coupes budgétaires récentes (10 milliards) et à venir (20 milliards promis l'an prochain), non seulement broie le personnel, mais aussi **casse le service public** : fermetures de classes, de services de proximité, d'unités hospitalières etc.

C'est dans ce contexte que le ministre chargé de la Fonction publique a présenté les grandes lignes de la réforme qu'il envisage pour l'automne : **recours accru à une contractualisation** qui précarisera davantage les agents, **fin des catégories** (A, B, C) et **rémunération dite « au mérite »** qui déconnecteront les traitements des grilles indiciaires, garantes d'équité et de justice entre les agents, et facilitation des **licenciements**, alors que la sécurité de l'emploi est la condition de l'indépendance des fonctionnaires autant que la contrepartie logique et légitime des sujétions particulières fortes imposées par le statut !

Le 1<sup>er</sup> mai doit donc être un moment de mobilisation massive pour tous les agents publics, fonctionnaires comme contractuels, dans l'objectif de **porter un premier coup à ces projets néfastes**. C'est aussi l'occasion d'**agir concrètement pour défendre nos droits** à toutes et tous et l'avenir des jeunes générations.

Ne soyons pas naïfs : le personnel de l'Assemblée ne passera pas entre les gouttes ! Fidèlement à vos côtés, le SPAN-CGT continuera à porter votre parole et à défendre au mieux vos intérêts dans les groupes de travail mis en place par le Collège des Questeurs. Mais **le meilleur moyen de protéger notre statut pour pouvoir continuer à assurer un service public de qualité, c'est d'agir dès maintenant avec l'ensemble des autres agents publics !**

**Retrouvons-nous nombreux à la manifestation parisienne.**

**Rendez-vous à 14 heures, place de la République** (ballon de la CGT Paris).



### J'adhère au SPAN-CGT !

Nom : ..... Prénom : ..... Service : .....

Adresse personnelle : .....

Courriel : ..... Portable : .....

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site : <http://spancgt.fr>. Contact : [cgt@assemblee-nationale.fr](mailto:cgt@assemblee-nationale.fr)



## **AGENTES ET AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE : TOUTES LES RAISONS DE MANIFESTER LE 1<sup>ER</sup> MAI**

Le 1<sup>er</sup> mai, journée internationale des travailleurs et travailleuses, intervient cette année dans un contexte de plus en plus marqué par des guerres terriblement meurtrières, notamment en Ukraine et en Palestine. Nos organisations réaffirment leur engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international, qui ne peut se faire aux conditions de l'agresseur.

En France, Emmanuel Macron et son gouvernement accentuent les politiques d'austérité. Alors que les entreprises bénéficient de milliards d'euros d'aides publiques sans contreparties, que leurs actionnaires se servent chaque année des dividendes records le pouvoir exécutif multiplie les milliards « d'économies budgétaires ».

Outre la poursuite de la casse de nos systèmes de sécurité et de protection sociales, c'est l'ensemble des services publics qui est visé.

À l'évidence, le pouvoir en place attaque l'ensemble du monde du travail qu'il s'agisse des personnes privées d'emploi ou des salarié·es.

Les missions et les moyens des trois versants de la Fonction publique et les situations faites aux agentes et les agents sont au premier rang de ces attaques inacceptables.

Alors que de nombreux services sont déjà réduits à l'os, que la qualité du service public et les conditions de travail des agent·es ne cessent de se dégrader, ce ne sont pas moins de 20 milliards d'euros de coupes budgétaires qui vont être effectuées sur 2024. 2025 s'annonce au moins aussi redoutable.

Alors que les personnels subissent une nouvelle et importante baisse de pouvoir d'achat sur 2022 et 2023 (5 % d'augmentation générale pour 10 % d'inflation), Stanislas Guérini confirme qu'il n'entend procéder à aucune mesure salariale générale dont notamment aucune revalorisation de la valeur du point d'indice. Pour nos organisations, l'année 2024 ne saurait être une année blanche en matière de revalorisation salariale !

Alors qu'aucune organisation syndicale n'en est demandeuse, le projet de loi Fonction publique porté par Stanislas Guérini promet un prétendu mérite et aggrave les conditions de développement du clientélisme et de l'arbitraire dans les déroulements de carrières et les rémunérations individualisés, vise à faciliter le licenciement, tout cela dans un calendrier relevant d'un passage en force... pour rogner encore les garanties protectrices des personnels et de l'intérêt général.

Opposées à ces politiques nocives, nos organisations syndicales portent et affirment que des mesures alternatives sont indispensables, possibles et finançables.

Face au refus réitéré du pouvoir exécutif d'apporter des réponses à nos revendications, l'heure est à la poursuite de la mobilisation.

**C'est pourquoi, nous appelons les agentes et les agents de la Fonction publique à participer massivement aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai.**

**Nouvelle étape du processus de mobilisation après celles des 8, 19 et 26 mars derniers, salarié·es du public et du privé, étudiant·es et lycéen·nes, retraité·es, privé·es d'emploi, soyons toutes et tous dans les rues le mercredi 1er mai !**

*Paris, le 24 avril 2024*



## **Ni les actionnaires, ni les réactionnaires : Un 1<sup>er</sup> mai pour les travailleurs et travailleuses**

Le 1<sup>er</sup> mai, journée internationale des travailleurs et travailleuses, va se tenir dans un contexte marqué par les guerres terriblement meurtrières, notamment en Ukraine et en Palestine. Nos organisations réaffirment leur engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international, qui ne peut se faire aux conditions de l'agresseur.

En France, les travailleur·euses sont sous la menace d'un nouveau plan d'austérité. Pour multiplier les cadeaux aux entreprises, ce qui aggrave les inégalités sociales, le gouvernement annonce faire des milliards d'économies sur les politiques sociales et les services publics, la transition écologique ou en faisant les poches des chômeurs et chômeuses, de celles et ceux qui sont malades, ou encore en s'attaquant une nouvelle fois au Code du travail. Loin de "désmicardiser" le pays, il poursuit sa politique au service des plus riches en distribuant de l'argent public aux entreprises privées, notamment les plus grosses, sous forme d'exonérations de cotisations sociales : plus les salaires sont bas, plus les aides publiques sont conséquentes, ce qui encourage les directions d'entreprises à maintenir des millions de salarié·es avec des fiches de paie proches du SMIC. A l'image du SMIC, il faut a minima indexer les salaires, pensions et le point d'indice sur les prix. Il y a urgence d'augmenter les salaires et les retraites.

La précarité et la pauvreté gagnent du terrain, en particulier chez les étudiant·es : un·e sur deux travaille pour financer ses études, deux étudiant·es sur trois sautent régulièrement des repas et plus de trois étudiant·es sur dix renoncent à des soins faute d'argent. Un·e sur deux est mal logé·e. Un·e étudiant·e sur 5 ne mange pas à sa faim. Il faut augmenter les minima sociaux, les bourses d'études et réformer en urgence ce système d'aide pour que chacun·e puisse étudier dans des conditions dignes.

Nos organisations appellent à s'opposer aux politiques d'austérité en France comme en Europe. Alors que des profits records sont enregistrés, il faut sortir du choix délétère que l'on nous impose. Pour une Europe sociale et des peuples : ni dépendance à la finance, ni poison de l'extrême-droite, pire ennemi des travailleurs et travailleuses ! Nos organisations militent pour le renforcement de la protection sociale et s'opposent aux projets de contre-réformes qui réduisent les droits et conquis des travailleurs et travailleuses.

Elles dénoncent les attaques aux libertés collectives et individuelles, notamment contre les bourses du travail et le droit de manifester, les libertés syndicales mais aussi les entraves à la liberté d'expression, par exemple sous-couvert des lois anti-terroristes.

Le 1<sup>er</sup> mai doit aussi être le prolongement des mobilisations du 8 mars pour l'égalité réelle alors que les femmes sont moins payées et plus souvent en situation de précarité.

Nos organisations appellent les travailleuses et travailleurs, les jeunes, étudiant·es et retraité·es, à manifester partout en France le 1<sup>er</sup> mai contre l'austérité, pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix juste et durable dans le monde.

*Le 4 avril 2024*

# Le 1er mai, nous exigeons de mieux vivre !

## Contre la rapacité patronale et la violence gouvernementale

L'inflation a été amplifiée par la spéculation sur les produits énergétiques et les denrées alimentaires : la plupart des entreprises en ont profité pour augmenter leurs prix sans augmenter les salaires. Résultat, le niveau de vie se dégrade et il est de plus en plus difficile de boucler les fins de mois. Le Gouvernement répond à cette situation en permettant aux employeurs d'accroître l'exploitation des salariés

: nouvelle réduction des droits à l'assurance chômage, projet de baisse des droits collectifs à l'automne, coupes budgétaires massives dans les services publics, passage en force sur les accords de libre-échange, etc.

L'environnement est lui aussi sacrifié puisque les normes de protection de la santé et de la nature sont attaquées comme les normes sociales.

Cette politique n'est pas un échec, c'est un choix. Pendant que la majorité de la population voit sa situation se dégrader, les plus puissants en profitent comme jamais. Les entreprises du CAC40 ont versé 97,1 milliards d'euros à leurs actionnaires cette année ! C'est l'équivalent de plus d'un mois de salaire pour les 27 millions de salariés français ! En 20 ans, les dividendes ont été multipliés par 4,5 ! C'est là que l'on retrouve la dégradation de nos conditions de vie, de notre système de santé, de l'école publique, du financement de nos retraites... Il faut que ça s'arrête !

## Pour l'augmentation des salaires

Tous les salaires doivent augmenter autant que le SMIC et les prix. La CGT revendique une hausse immédiate du SMIC à 2000 € brut, des minima sociaux, du point d'indice de la fonction publique, des retraites et d'obliger les directions d'entreprises à augmenter l'ensemble des salaires, surtout là où les entreprises se font des marges et rémunèrent les actionnaires.

Il faut aussi des mesures concrètes pour améliorer nos conditions de vie, comme le renforcement du service public de l'énergie pour faire baisser immédiatement la facture d'électricité de 20%.

Mais sans pression collective, ni le Gouvernement ni le patronat ne nous feront de « cadeaux ». La CGT appelle toutes et tous à descendre dans la rue le 1<sup>er</sup> mai à l'occasion de cette journée internationale des travailleuses et des travailleurs.

## On s'organise dans les entreprises

Un récent rapport des services statistiques du Ministère du Travail confirme que les salaires sont plus élevés dans les entreprises où il y a des grèves. Or, il est plus difficile de faire des propositions ou se mobiliser lorsqu'il n'y a pas de syndicat dans l'entreprise. Donc pour améliorer notre situation, nous avons une partie de la solution : organisons-nous avec la CGT !

Le patronat et ses relais politiques l'ont bien compris : ils veulent réduire la syndicalisation pour pouvoir exploiter plus facilement les salariés.

Dans de nombreuses communes, ils tentent de déloger les syndicats des Bourses du Travail pour que les salariés qui veulent s'organiser ne trouvent plus ces structures de proximité pour les aider.

Le 1<sup>er</sup> mai, journée historique de défense des droits sociaux et des droits syndicaux, exigeons le respect de notre droit à nous syndiquer, à être représentés dans l'entreprise, à faire grève, à manifester librement. Défendons nos unions locales et nos Bourses du Travail !

## Pour la Paix !

Le monde est de moins en moins sûr et la guerre se rapproche. Palestine, Ukraine... les conflits militaires se multiplient et engendrent des centaines de milliers de morts civils et militaires. Les grandes puissances se réarment massivement (hausse des budgets militaires de 58 % en 2 ans pour les pays de l'Union Européenne).

En manifestant le 1er mai, comme le font les travailleuses et les travailleurs du monde entier, nous exigeons une paix juste et durable partout où la guerre fait rage. Alors que la Cour Internationale de Justice dénonce un risque de génocide, nous nous mobilisons pour affirmer que l'occupation israélienne et les massacres dans les territoires palestiniens doivent cesser. Affamer des populations, tuer des civils, raser des villes, abattre des journalistes, tuer des humanitaires, bombarder des hôpitaux, ce n'est en aucun cas de la lutte contre le terrorisme, ou de la défense. Ce sont des crimes ignobles que nous devons dénoncer au nom de notre humanité, comme nous avons dénoncé les attaques du Hamas contre les civils israéliens le 7 octobre 2023. Assez de sang ! Assez de larmes !

**Le 1<sup>er</sup> mai : salaire, justice, syndicat et Paix !  
Ne nous laissons plus faire, manifestons pour mettre  
la pression et gagner des avancées !**



